

Indicateur A5. Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ?

Faits marquants

- Les retombées financières de l'investissement dans l'enseignement tertiaire sont positives : les diplômés de ce niveau sont plus susceptibles de travailler et d'être mieux rémunérés que les non-diplômés.
- Investir dans l'enseignement tertiaire est rentable à long terme aussi pour les pouvoirs publics, car les diplômés paient plus d'impôts sur le revenu et de cotisations sociales.
- Dans les pays de l'OCDE, investir 1 USD dans l'enseignement tertiaire rapporte de l'ordre de 7 USD aux hommes et aux femmes, mais le manque à gagner (qui influe sur le coût total) et le bénéfice total tendent à être moins élevés chez les femmes.

Contexte

Consacrer du temps et de l'argent aux études, c'est investir dans le capital humain. L'amélioration des débouchés sur le marché du travail (voir l'indicateur A3) et la perspective d'une rémunération plus élevée (voir l'indicateur A4) sont des facteurs qui incitent fortement les jeunes à investir dans l'éducation et à retarder leur entrée dans la vie active. Le niveau de formation est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir l'indicateur A1), mais l'élévation du niveau de formation offre dans l'ensemble de meilleures perspectives professionnelles et financières aux hommes.

Les pays bénéficient également de l'élévation du niveau de formation de leur population au travers de l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales dès l'entrée des diplômés dans la vie active. Comme l'élévation du niveau de formation profite aux diplômés et aux pouvoirs publics, il est important d'analyser le rendement financier de l'éducation à la lumière d'autres indicateurs tels que les taux d'accès et de réussite dans les niveaux d'enseignement supérieurs (voir l'indicateur B5).

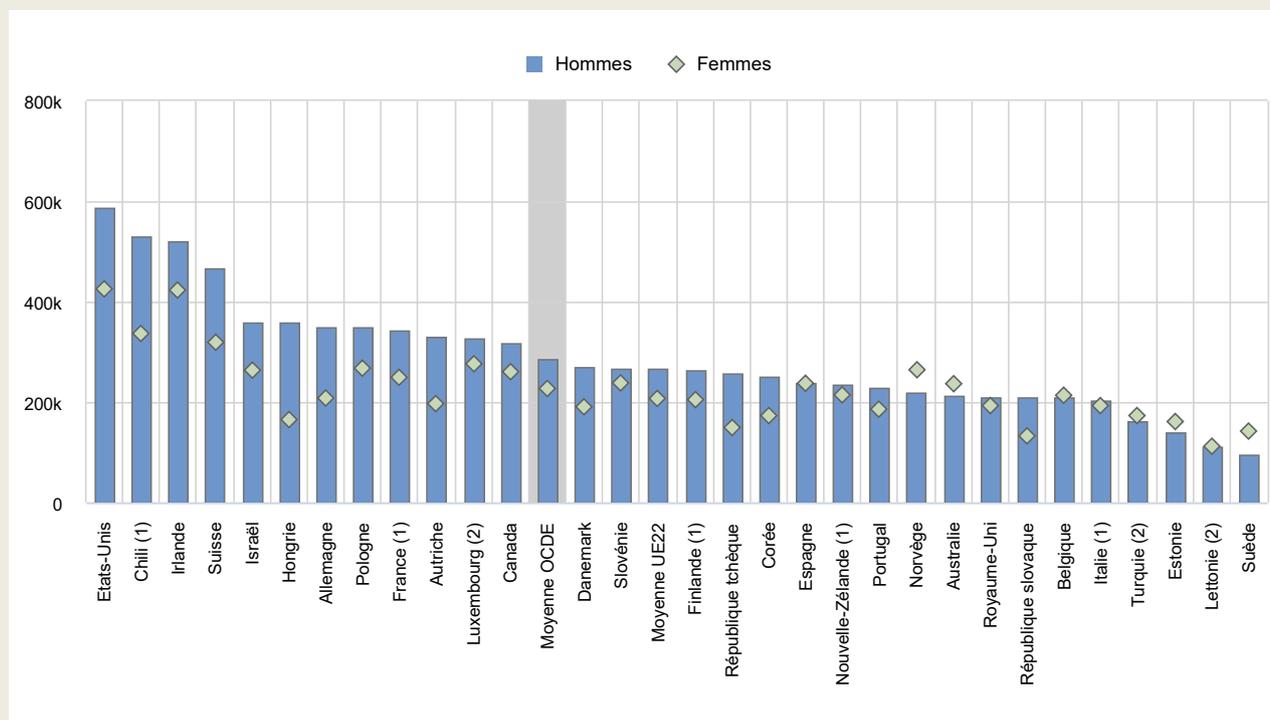
Cet indicateur n'aborde pas d'autres facteurs qui influent sur le rendement de l'éducation. Le rendement financier de l'éducation peut par exemple varier selon le domaine d'études des diplômés, la situation économique, le marché du travail et le cadre institutionnel des pays et des facteurs culturels et sociaux. En outre, les retombées de l'éducation ne sont pas uniquement financières, elles sont aussi économiques, comme l'accroissement de la productivité de la population, et sociales, comme la santé et le bien-être (voir l'indicateur A6).

Autres faits marquants

- Dans la plupart des pays de l'OCDE, le principal coût de la poursuite des études est le manque à gagner des étudiants et non les coûts directs tels que les frais de scolarité et de subsistance. Il varie fortement entre les hommes et les femmes et entre les pays selon la durée de la formation, l'importance globale de la rémunération, les différentiels salariaux entre les niveaux de formation et la rémunération des étudiants.
- Pour les pouvoirs publics, les coûts directs (dont les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement et les bourses d'études) représentent la plus grosse part du coût public total de l'éducation (soit les coûts directs et le manque à gagner fiscal). Comme les coûts directs sont équivalents chez les hommes et chez les femmes, le coût public total ne varie guère entre les sexes.
- Dans tous les pays dont les données sont disponibles, le rendement financier net, tant public que privé, des licences, masters et doctorats, ou formation équivalente, est supérieur à celui de l'enseignement tertiaire de cycle court.

Graphique A5.1. Rendement financier privé net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2018)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB



Remarque: les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %.

1. L'année de référence n'est pas 2018. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre décroissant du rendement financier privé net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin.

Source : OCDE (2021), tableaux A5.1 et A5.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

StatLink  <https://stat.link/tq9zhr>

Remarque

Cet indicateur donne des indications sur les incitations à investir dans la poursuite des études compte tenu des coûts et des bénéfices, y compris le rendement financier net et le taux de rendement interne. Il analyse le choix entre deux options, à savoir poursuivre des études ou entrer dans la vie active, selon deux scénarios : 1) investir dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au lieu d'entrer dans la vie active sans ce diplôme ; et 2) investir dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire au lieu d'entrer dans la vie active sans ce diplôme.

Cet indicateur porte sur deux types d'investisseurs : 1) les individus qui décident de poursuivre leurs études compte tenu des coûts et de l'avantage salarial net que cela implique (le rendement « privé ») ; et 2) les pouvoirs publics qui décident d'investir dans l'éducation compte tenu des coûts et de l'augmentation de leurs recettes (fiscales) que cela implique (le rendement « public »).

Comme cet indicateur n'estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation que jusqu'à 64 ans, l'âge théorique du départ à la retraite, il ne tient pas compte des pensions de retraite. Les coûts directs de l'éducation présentés dans cet indicateur sont calculés abstraction faite des prêts d'études. Les montants indiqués dans les tableaux et graphiques de cet indicateur sont calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2 %, choisi en fonction de la moyenne des taux d'intérêt réel des obligations d'État dans les pays de l'OCDE.

Analyse

Facteurs financiers incitant les individus à investir dans l'enseignement tertiaire

Le rendement financier net des diplômés correspond à la différence entre les coûts et les bénéfices de l'élévation de leur niveau de formation. Dans cette analyse, les coûts correspondent aux coûts directs de l'investissement dans la poursuite des études et au manque à gagner durant les études tandis que les bénéfices correspondent à la rémunération, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales (voir la section « Définitions »). Le taux de rendement interne permet d'analyser le rendement de l'éducation sous un autre angle, car il évalue le taux d'intérêt réel auquel les coûts et bénéfices sont équivalents, c'est-à-dire le taux auquel un seul de rentabilité est atteint. Il peut être interprété comme le taux d'intérêt que l'investissement dans l'élévation du niveau de formation devrait rapporter aux diplômés chaque année durant leur carrière. Les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation peuvent aussi s'exprimer sous la forme du ratio entre coût total et bénéfice total, soit le rendement de 1 USD investi dans l'élévation du niveau de formation. Les incitations financières à investir dans l'élévation du niveau de formation varient entre les hommes et les femmes selon les indicateurs utilisés.

Les plus diplômés bénéficient de retombées financières pendant toute leur carrière. Les gains associés au passage au niveau d'enseignement supérieur dont les diplômés peuvent espérer bénéficier pendant toute leur carrière sont supérieurs au coût de leurs études à leur charge. Ce constat vaut pour l'enseignement tertiaire ainsi que pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Dans les pays de l'OCDE, le rendement financier moyen de l'enseignement tertiaire est environ 1.5 fois plus élevé que celui du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes et chez les femmes (voir le Tableau A5.1, le Tableau A5.2 et les tableaux A5.7 et A5.8 en ligne).

Investir dans l'enseignement tertiaire est payant à long terme, tant pour les hommes que pour les femmes. En moyenne, le rendement privé de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève par diplômé à 287 200 USD chez les hommes et à 226 800 USD chez les femmes dans les pays de l'OCDE. Le rendement financier net de l'enseignement tertiaire est plus élevé par diplômé chez les hommes que chez les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE, même si les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans l'effectif de jeunes (les 25-34 ans) diplômés de l'enseignement tertiaire (voir l'indicateur A1). Cela s'explique en partie par le fait que les différences de rémunération et de taux d'emploi entre les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement tertiaire sont plus marquées chez les femmes que chez les hommes. L'Australie, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Turquie sont les seuls pays où le rendement financier privé est plus élevé chez femmes que chez les hommes (voir le Graphique A5.1).

Dans les pays de l'OCDE, le taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire s'établit en moyenne à 15 % chez les hommes et à 19 % chez les femmes, soit moins que le taux de rendement interne moyen d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (25 % chez les hommes et 36 % chez les femmes). Le fait que le taux de rendement interne soit moins élevé dans l'enseignement tertiaire que dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'explique par les coûts totaux plus élevés de l'obtention d'un diplôme tertiaire (voir le Tableau A5.1, le Tableau A5.2 et les tableaux A5.7 et A5.8 en ligne).

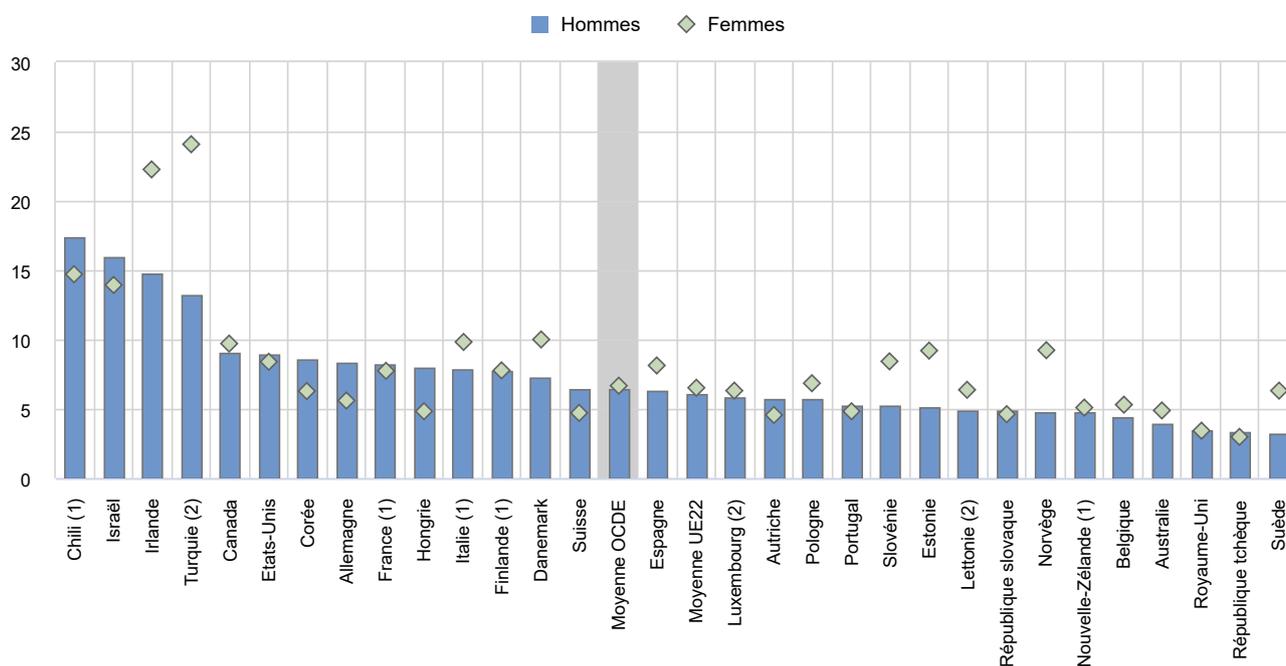
Le rendement de l'éducation peut aussi s'analyser selon le ratio coût-bénéfice, soit le bénéfice privé que rapporte 1 USD investi dans l'élévation du niveau de formation. Dans les pays de l'OCDE, le bénéfice privé moyen de 1 USD investi dans l'enseignement tertiaire est de l'ordre de 6 USD par diplômé chez les hommes et de 7 USD chez les femmes, même si le rendement privé net des femmes est moins élevé que celui des hommes (voir le Graphique A5.2). Cela s'explique par le fait qu'en moyenne, les coûts et bénéfices totaux des femmes représentent un pourcentage comparable de ceux des hommes (voir le Graphique A5.3).

Le coût total de l'obtention d'un diplôme tertiaire varie entre les pays ; il varie aussi sensiblement selon le sexe. Le coût total par diplômé est le moins élevé chez les hommes (13 200 USD) et chez les femmes (7 500 USD) en Turquie, alors qu'il est relativement élevé tant pour les hommes (85 100 USD) que pour les femmes (86 600 USD) en Suisse, où le coût par diplômé est le plus élevé chez les femmes de tous les pays dont les données sont disponibles. Le coût total par diplômé est le plus élevé chez les hommes en République tchèque (109 500 USD) (voir le Graphique A5.3). Il convient de préciser que les montants ont été convertis en USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA), de sorte qu'ils donnent une idée comparable de l'effort financier à fournir par les hommes et les femmes pour financer l'élévation de leur niveau de formation compte tenu du coût de la vie. Comme ces coûts ont été convertis sur la base des PPA, les taux de change nominaux sont pris en compte. Le coût de l'enseignement tertiaire correspond par exemple à un plus grand effort financier par comparaison avec le coût de la vie au Chili qu'en Suède, où la devise est pourtant relativement plus forte (vu les différences de taux de

change) qu'au Chili. Une fois le coût total de l'investissement dans l'enseignement tertiaire converti sur la base des PPA, c'est aux États-Unis que les individus doivent consentir le plus gros effort pour financer l'élévation de leur niveau de formation (coût total d'investissement dans l'enseignement tertiaire) en fonction du coût de la vie (voir le Tableau A5.1 et le Tableau A5.2). Ces différences s'expliquent par la politique de financement de l'enseignement supérieur, plus précisément par la mesure dans laquelle les pouvoirs publics aident les individus à poursuivre leurs études, qui varie selon les pays.

Graphique A5.2. Bénéfice financier privé pour chaque équivalent USD investi dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, selon le sexe (2018)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB



Remarque : Les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %.

1. L'année de référence n'est pas 2018. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.
2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre décroissant du bénéfice financier privé pour chaque équivalent USD investi dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, chez les individus de sexe masculin.

Source : OCDE (2021), tableaux A5.1 et A5.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

StatLink  <https://stat.link/4kne39>

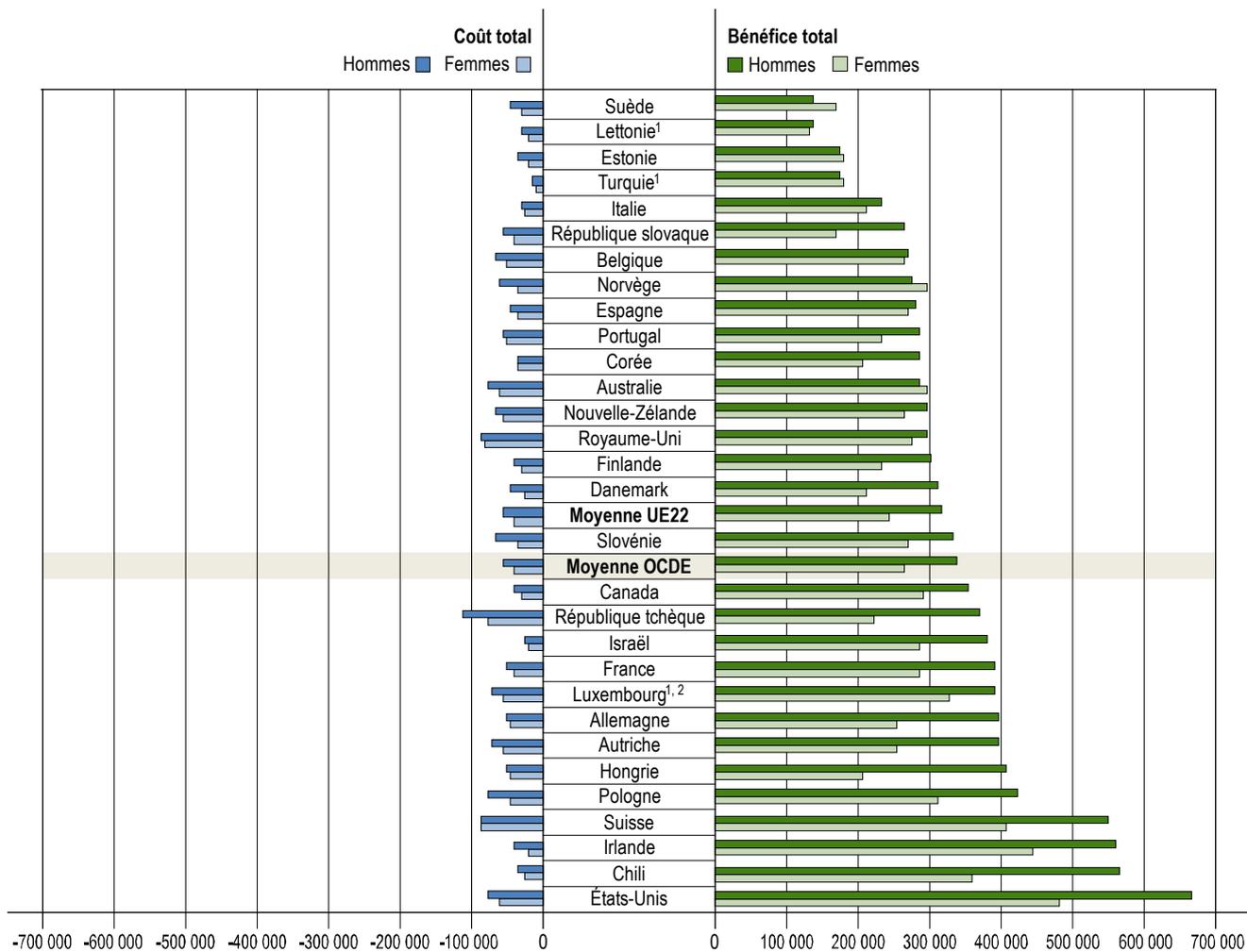
Dans les pays de l'OCDE, le coût direct de l'enseignement tertiaire s'élève en moyenne à 10 000 USD par diplômé chez les hommes et chez les femmes, soit trois fois plus que le coût direct du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Le coût direct de l'enseignement tertiaire est particulièrement élevé aux États-Unis et au Royaume-Uni, où les frais de scolarité et de subsistance s'élèvent à plus de 40 000 USD (40 200 USD et 53 600 USD, respectivement) et dépassent le manque à gagner, même si l'avantage salarial associé à ce niveau de formation compense le coût de l'investissement dans ces pays. Dans la plupart des pays de l'OCDE toutefois, le principal poste de dépenses reste le manque à gagner pendant les études tertiaires. Dans les pays de l'OCDE, le manque à gagner moyen pendant les études tertiaires est de l'ordre de 42 900 USD par diplômé chez les hommes et de 30 000 USD chez les femmes (voir le Tableau A5.1 et le Tableau A5.2).

Comme le coût total, le bénéfice total de l'enseignement tertiaire peut être plus élevé par diplômé chez les hommes que chez les femmes. Dans les pays de l'OCDE, l'enseignement tertiaire procure en moyenne par diplômé un bénéfice total de

340 100 USD chez les hommes et de 266 800 USD chez les femmes. L'Australie, l'Estonie, la Norvège, la Suède et la Turquie sont les seuls pays de l'OCDE où le bénéfice total de l'enseignement tertiaire est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir le Graphique A5.3).

Graphique A5.3. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2018)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB



Remarque: Les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %.

1. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

2. L'année de référence n'est pas 2018. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre croissant du bénéfice privé total chez les individus de sexe masculin.

Source : OCDE (2021), tableaux A5.1 et A5.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

StatLink  <https://stat.link/us3oia>

L'élévation du niveau de formation procure un avantage salarial brut plus élevé pendant toute la carrière. Dans les pays de l'OCDE, l'avantage salarial associé à l'enseignement tertiaire par rapport au deuxième cycle de l'enseignement secondaire s'élève en moyenne par diplômé à 534 600 USD chez les hommes et à 389 400 USD chez les femmes. Le régime fiscal et le système de protection sociale ont également un impact sur le bénéfice associé à l'obtention d'un diplôme tertiaire. L'impôt sur le revenu et les cotisations sociales représentent la plus petite part, moins d'un cinquième, de l'avantage salarial brut au

Chili et en Corée, mais en représentent plus de la moitié en Belgique et en Italie (uniquement chez les hommes) (voir le Tableau A5.1 et le Tableau A5.2).

Facteurs financiers incitant les pouvoirs publics à investir dans l'enseignement tertiaire

L'élévation du niveau de formation procure également un plus grand rendement aux pouvoirs publics. En moyenne, le rendement public net de l'investissement dans l'enseignement tertiaire s'élève par diplômé à environ 127 000 USD chez les hommes et 60 600 USD chez les femmes dans les pays de l'OCDE. Le rendement public net de l'investissement est étroitement lié au rendement privé : les pays où l'enseignement tertiaire rapporte le plus aux diplômés sont aussi ceux où il rapporte le plus aux pouvoirs publics. C'est le cas pour les hommes aux États-Unis et en Irlande, où le rendement financier net de l'enseignement tertiaire est très élevé, tant pour les diplômés que pour les pouvoirs publics (voir le Graphique A5.1 et le Graphique A5.4).

Comme le rendement privé, le rendement public peut s'analyser selon le taux interne de rendement, qui met en correspondance les coûts et les bénéfices de l'investissement dans l'éducation. Dans les pays de l'OCDE, le taux interne de rendement public de l'investissement dans l'enseignement tertiaire s'élève en moyenne à 8 % chez les hommes et à 6 % chez les femmes (voir le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4).

Le rendement financier net est évalué sur la base de la différence entre les coûts et bénéfices associés au passage au niveau d'enseignement supérieur. Dans cette analyse, les coûts correspondent aux dépenses publiques directes d'éducation et au manque à gagner fiscal et les bénéfices, aux recettes fiscales et aux cotisations sociales (voir la section « Définitions »).

Dans les pays de l'OCDE, le coût public total de l'enseignement tertiaire s'élève en moyenne et par diplômé à 67 500 USD chez les hommes et à 62 000 USD chez les femmes. Les coûts directs (y compris les bourses d'études) représentent la plus grande partie du coût public total de l'enseignement tertiaire, même si les prêts d'études ne sont pas pris en considération dans cet indicateur (voir le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4). Ce constat vaut en particulier dans des pays comme le Danemark, la Finlande et la Norvège, où les étudiants s'acquittent de frais de scolarité minimales, voire nuls et peuvent bénéficier d'aides publiques généreuses dans l'enseignement supérieur (voir l'indicateur C5).

Les coûts publics totaux tendent à être élevés aussi dans les pays où les coûts publics directs sont élevés (supérieurs à 80 000 USD, jusqu'à 185 000 USD chez les hommes et les femmes), tels que le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et la Suisse. Par contraste, c'est au Chili que le coût public total est le moins élevé de tous les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles (de l'ordre de 17 000 USD pour les hommes et 16 400 USD pour les femmes) (voir le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4).

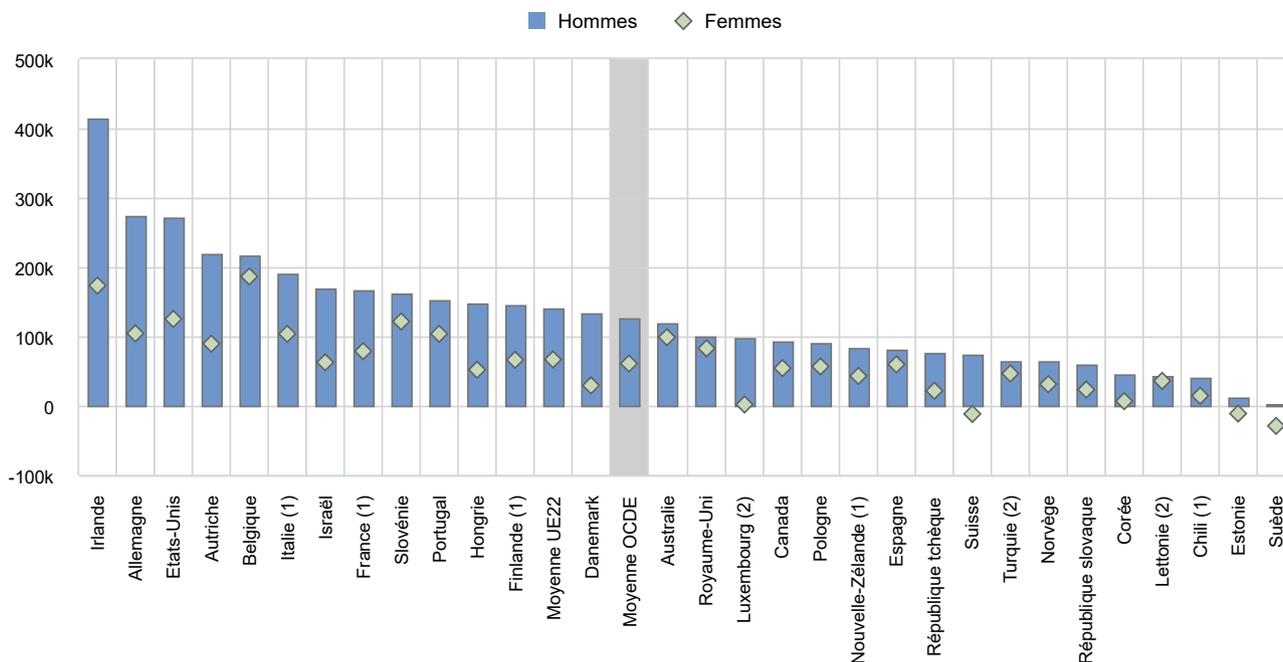
En moyenne dans les pays de l'OCDE, le bénéfice public total de l'enseignement tertiaire par diplômé, 194 500 USD, se décompose comme suit chez les hommes : l'effet des recettes fiscales (140 500 USD) et l'effet des cotisations sociales (54 000 USD). Chez les femmes, le bénéfice public total de l'enseignement tertiaire s'élève par diplômée à 122 600 USD, soit 81 700 USD de cotisations sociales et 40 900 USD de cotisations sociales. Parmi les pays de l'OCDE, c'est en Allemagne et en Irlande que le bénéfice public total de l'enseignement tertiaire par diplômé est le plus élevé chez les hommes (plus de 350 000 USD) et en Belgique qu'il est le plus élevé chez les femmes (plus de 250 000 USD) (voir le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4).

En valeur relative, le bénéfice public de 1 USD investi dans l'enseignement tertiaire est dans l'ensemble nettement moins élevé que le bénéfice privé, car le coût total est plus élevé pour les pouvoirs publics que pour les diplômés. Dans les pays de l'OCDE, 1 USD public investi dans l'enseignement tertiaire rapporte en moyenne par diplômé aux pouvoirs publics 2.9 USD chez les hommes et 2.0 USD chez les femmes (voir le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4).

En Estonie, en Suède et en Suisse, le bénéfice public total ne compense pas le coût public total de l'enseignement tertiaire chez les femmes, de sorte que le rendement financier net est négatif. Dans tous les pays, 1 USD public investi dans l'enseignement tertiaire rapporte plus par diplômé aux pouvoirs publics chez les hommes que chez les femmes. Cette différence entre les sexes s'explique par le fait que le bénéfice public est plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Ce constat donne à penser que les gouvernements devraient favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail (voir le Graphique A5.4, le Tableau A5.3 et le Tableau A5.4).

Graphique A5.4. Rendement financier public net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le taux d'actualisation (2018)

Par comparaison avec le rendement de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB



Remarque: Les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %.

1. L'année de référence n'est pas 2018. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.
2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

Les pays sont classés par ordre décroissant du rendement financier public net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin.

Source : OCDE (2021), tableaux A5.3 et A5.4. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

StatLink  <https://stat.link/buwkf2>

Incidations financières, selon le niveau de l'enseignement tertiaire

Le rendement financier net de l'enseignement tertiaire est divisé en deux catégories : l'enseignement tertiaire de cycle court, d'une part, et la licence, le master et le doctorat, ou formation équivalente, d'autre part. La composition de l'effectif diplômé par niveau de l'enseignement tertiaire varie entre les pays (voir l'indicateur A1) et peut influencer le rendement financier global de l'enseignement tertiaire.

Dans tous les pays dont les données sont disponibles, le rendement financier net, tant public que privé, des licences, masters et doctorats, ou formation équivalente, est supérieur à celui de l'enseignement tertiaire de cycle court. Le coût total des licences, masters ou doctorats, ou formation équivalente, tend à être supérieur à celui de l'enseignement tertiaire de cycle court, mais le bénéfice total que les diplômés en retirent pendant leur carrière compense le coût initial plus élevé de leurs études (voir les tableaux A5.5 et A5.6 en ligne). En conséquence, le rendement privé net de l'enseignement tertiaire sous-estime dans l'ensemble le rendement de l'investissement dans les licences, masters et doctorats, ou formation équivalente, en particulier dans les pays où l'effectif au plus diplômé de l'enseignement tertiaire de cycle court est relativement élevé (voir l'indicateur A1).

Encadré A5.1. L'effet du taux d'actualisation sur le rendement financier net de l'éducation

Calculer le rendement financier, ou la valeur actuelle nette, de l'élévation du niveau de formation revient à analyser les coûts et bénéfices de l'investissement, de sorte qu'il faut convertir les flux futurs en flux actuels à l'aide d'un taux d'actualisation. Le taux d'actualisation permet de tenir compte de l'inflation et de convertir les montants futurs en montants actuels. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il influe fortement sur l'évaluation des investissements qui ont des effets à long terme, comme ceux dans l'éducation.

Tableau A5.a. Rendement financier net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le taux d'actualisation (2018)

Par comparaison avec les hommes diplômés du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

OCDE Pays	Taux d'actualisation		
	2%	3.75%	8%
Australie	212 100	115 200	13 200
Autriche	328 800	180 100	30 800
Belgique	209 400	113 600	14 600
Canada	316 400	200 700	72 400
Chili ¹	531 400	342 200	134 900
République tchèque	258 200	137 100	7 600
Danemark	269 800	162 500	46 700
Estonie	139 800	86 900	27 700
Finlande ¹	264 300	163 900	54 000
France ¹	344 300	208 600	64 900
Allemagne	350 000	214 500	68 600
Hongrie	357 800	227 200	79 900
Irlande	519 600	331 900	129 000
Israël	358 000	239 400	102 300
Italie ¹	203 300	102 500	9 200
Corée	251 700	159 000	57 600
Lettonie ²	111 800	70 500	23 200
Luxembourg ^{2,3}	325 500	194 600	56 000
Nouvelle-Zélande ¹	233 800	136 900	36 600
Norvège	217 800	114 700	10 200
Pologne	349 700	212 700	60 900
Portugal	229 700	123 300	17 900
République slovaque	210 300	119 600	21 800
Slovénie	267 700	151 200	31 000
Espagne	236 600	141 300	40 000
Suède	94 000	36 900	-17 200
Suisse	465 800	281 200	81 800
Turquie ^{2,3}	161 400	103 200	38 800
Royaume-Uni	210 800	121 200	22 800
États-Unis	587 400	375 600	139 300
Moyenne OCDE	287 200	174 200	49 900
Moyenne UE22	266 800	160 500	41 800

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs. Les coûts et bénéfices se cumulent au cours de la vie active et sont transférés au début de l'investissement.

1. Année de référence : 2017.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

3. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

StatLink  <https://stat.link/68ndxosrlo8p>

Les montants indiqués dans les tableaux et graphiques de cet indicateur sont calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2 %, choisi en fonction de la moyenne des taux d'intérêt réel des obligations d'État dans les pays de l'OCDE. Un taux d'actualisation plus élevé aurait pu être retenu au motif qu'investir dans l'éducation n'est pas sans risque. Les pays de l'OCDE qui se livrent à des analyses similaires de coûts et de bénéfices ont choisi un taux d'actualisation supérieur à 2 %, mais le taux utilisé varie entre eux (OCDE, 2018^[1]).

Afin d'évaluer l'importance de l'impact du taux d'actualisation, il est utile d'effectuer une analyse de sensibilité. Le tableau A5.a indique la variation du rendement financier net de l'enseignement tertiaire par diplômé chez les hommes en fonction de trois taux d'actualisation différents. Passer d'un taux d'actualisation de 2 % à un taux de 3.75 % réduit la valeur actuelle nette de 29 % au moins dans tous les pays dont les données sont disponibles. Si un taux d'actualisation de 8 % est utilisé, la valeur actuelle nette chute de plus de 50 % dans tous les pays. Ces comparaisons montrent à quel point la valeur actuelle nette est sensible à la variation du taux d'actualisation.

Définitions

Le terme « **adultes** » désigne la population âgée de 15 à 64 ans.

Le **ratio coût-bénéfice** correspond au rapport entre le bénéfice total et le coût total, soit le rendement de 1 USD investi dans le passage au niveau d'enseignement supérieur.

Les **coûts directs** correspondent aux dépenses directes d'éducation par étudiant durant la durée des études. Les coûts directs de l'éducation sont calculés abstraction faite des prêts d'études.

- Les **coûts privés directs** correspondent aux dépenses totales des ménages au titre de l'éducation. Ils comprennent les montants nets que les ménages versent aux établissements d'enseignement, ainsi que les sommes qu'ils consacrent à l'achat de biens et services d'éducation en dehors des établissements (fournitures scolaires, tutorat, etc.).
- Les **coûts publics directs** correspondent aux dépenses publiques unitaires d'éducation. Ils comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement, les bourses et autres prestations versées aux étudiants et aux ménages ainsi que les transferts publics à d'autres entités privées au titre de l'éducation. Ils sont calculés abstraction faite des prêts d'études.

Le **niveau de formation** correspond au plus haut niveau d'enseignement dont les individus sont diplômés.

Le **manque à gagner privé** correspond à la rémunération nette des actifs non scolarisés, moins la rémunération nette des étudiants.

Le **manque à gagner fiscal** correspond aux recettes fiscales supplémentaires que les pouvoirs publics auraient perçues si les étudiants étaient entrés dans la vie active au lieu de poursuivre leurs études.

L'**avantage salarial brut** correspond à la somme actualisée de l'avantage salarial que l'élévation du niveau de formation procure aux diplômés pendant leur vie active.

L'**effet de l'impôt sur le revenu** correspond à la somme actualisée du supplément d'impôt sur le revenu versé aux pouvoirs publics par les diplômés pendant leur vie active du fait de l'élévation de leur niveau de formation.

Le **taux de rendement interne** est le taux d'intérêt (hypothétique) calculé sur la base des coûts et bénéfices de l'investissement dans l'éducation. Il indique en quelque sorte les intérêts que les diplômés peuvent retirer chaque année durant leur vie active de l'investissement dans l'élévation de leur niveau de formation.

Niveaux d'enseignement : les niveaux de la CITE 2011 sont tous décrits dans le *Guide du lecteur*, au début du présent rapport.

Le **rendement financier net** est la valeur actuelle nette de l'investissement financier dans l'éducation. Il correspond à la différence entre les coûts et bénéfices actualisés de l'investissement dans l'éducation, soit la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 2 % ajouté à ces flux de trésorerie.

Méthodologie

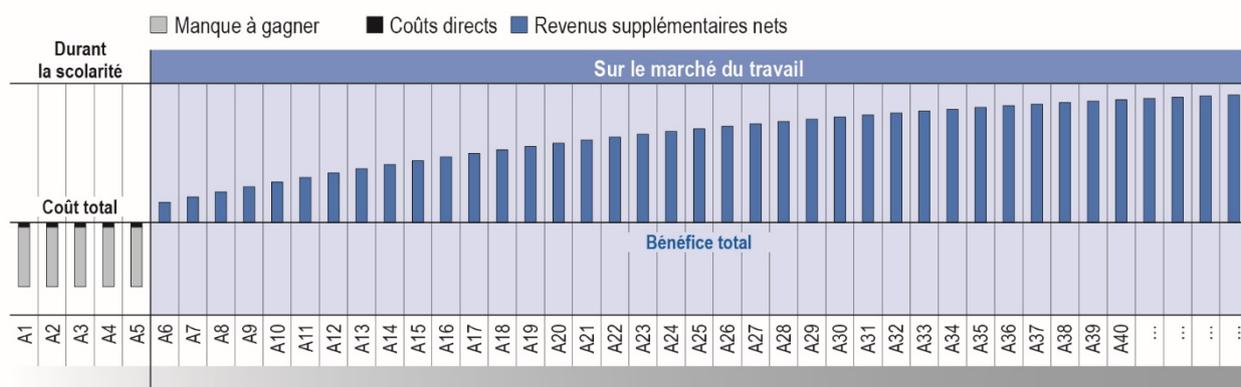
Dans certains pays de l'OCDE, l'âge effectif du départ à la retraite est légèrement supérieur à l'âge théorique de 64 ans (OCDE, 2020^[21]). Le rendement de l'éducation est étudié sous l'angle d'un investissement financier.

Deux périodes sont examinées (voir le diagramme 1) :

1. Le temps passé en formation, c'est-à-dire la période durant laquelle les futurs diplômés et les pouvoirs publics paient le coût de l'éducation ;
2. Le temps passé entre l'obtention du diplôme et le départ à la retraite, c'est-à-dire la période pendant laquelle les diplômés et les pouvoirs publics bénéficient des retombées financières de l'élévation du niveau de formation.

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Elle consiste à exprimer les flux financiers qui interviennent à différents moments sous la forme d'une valeur actuelle nette pour que les coûts et bénéfices soient directement comparables. Dans ce cadre, les coûts et avantages enregistrés durant toute la vie active sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt fixe (le taux d'actualisation).

Diagramme A5.1. Rendement financier de l'investissement dans l'éducation pendant la vie active d'un diplômé type



Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est difficile à déterminer, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement (voir l'Encadré A5.1). Pour permettre les comparaisons et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation (2 %) a été retenu dans tous les pays de l'OCDE. Tous les montants présentés dans les tableaux de cet indicateur sont des valeurs actuelles nettes, converties en équivalents USD sur la base des PPA.

Source

Les coûts directs de l'éducation proviennent de l'exercice UOE de collecte de données financières et se rapportent à l'année 2018 (sauf mention contraire dans les tableaux).

Les données sur les revenus proviennent d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO (Network on Labour Market and Social Outcomes) de l'OCDE chargé d'élaborer les données relatives aux retombées de l'éducation sur l'économie, le marché du travail et la société, qui compile les données des enquêtes nationales sur la population active, des Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) ainsi que d'autres banques de données et enquêtes nationales. La rémunération est ventilée par âge, sexe et niveau de formation. Dans cet indicateur, la rémunération est agrégée pendant trois années différentes (de 2016 à 2018).

Les calculs relatifs à l'impôt sur le revenu ont été effectués sur la base du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, qui détermine l'impôt dû par niveau de revenu. Ce modèle permet de calculer le niveau de la fiscalité sur le travail

dans plusieurs scénarios, selon la composition des ménages. Le scénario retenu dans cet indicateur est celui d'un travailleur célibataire sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif à l'impôt sur le revenu dans *Les impôts sur les salaires 2021* (OCDE, 2021^[3]).

Les cotisations sociales des salariés sont calculées à l'aide du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, le scénario retenu étant celui d'un travailleur âgé de 40 ans, célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif aux cotisations sociales dans *Les impôts sur les salaires 2021* (OCDE, 2021^[3]).

References

- OCDE (2021), *Les impôts sur les salaires 2021*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/24d05263-fr>. [3]
- OCDE (2020), *Panorama des pensions 2019 : Les indicateurs de l'OCDE et du G20*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b88511bc-fr>. [2]
- OCDE (2018), *Regards sur l'éducation 2018 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-fr>. [1]

Tableaux de l'indicateur A5

Tableaux de l'indicateur A5. Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ?

Tableau A5.1	Coûts et bénéfices privés du tertiaire par diplômé chez les hommes (2018)
Tableau A5.2	Coûts et bénéfices privés du tertiaire par diplômée chez les femmes (2018)
Tableau A5.3	Coûts et bénéfices publics du tertiaire par diplômé chez les hommes (2018)
Tableau A5.4	Coûts et bénéfices publics du tertiaire par diplômée chez les femmes (2018)
WEB Tableau A5.5	Coûts et bénéfices privés et publics du tertiaire par diplômé chez les hommes, selon le niveau du tertiaire (2018)
WEB Tableau A5.6	Coûts et bénéfices privés et publics du tertiaire par diplômée chez les femmes, selon le niveau du tertiaire (2018)
WEB Tableau A5.7	Coûts et bénéfices privés du deuxième cycle du secondaire par diplômé chez les hommes (2018)
WEB Tableau A5.8	Coûts et bénéfices privés du deuxième cycle du secondaire par diplômée chez les femmes (2018)
WEB Tableau A5.9	Coûts et bénéfices publics du deuxième cycle du secondaire par diplômé chez les hommes (2018)
WEB Tableau A5.10	Coûts et bénéfices publics du deuxième cycle du secondaire par diplômée chez les femmes (2018)

StatLink  <https://stat.link/fjzscv>

Date butoir pour les données : 17 juin 2021. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<https://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org>).

Tableau A5.1. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2018)

Par comparaison avec les hommes diplômés du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Coûts directs (1)	Manque à gagner (2)	Coût total (3) = (1) + (2)	Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)			Bénéfice total (7) = (4) + (5) + (6)	Rendement financier net (8) = (7) + (3)	Taux de rendement interne (9)	Rapport bénéfice/coût (10) = (7)/(3)
					Avantage salarial brut (4)	Effet de l'impôt sur le revenu (5)	Effet des cotisations sociales (6)				
	Australie	-36 900	-36 900	-73 800	441 700	-155 800	0	285 900	212 100	9%	3.9
	Autriche	0	-69 800	-69 800	713 600	-200 400	-114 600	398 600	328 800	10%	5.7
	Belgique	-1 800	-60 200	-62 000	582 000	-225 200	-85 400	271 400	209 400	9%	4.4
	Canada	-14 600	-24 600	-39 200	503 900	-131 800	-16 500	355 600	316 400	19%	9.1
	Chili ¹	-16 600	-15 800	-32 400	621 300	-14 000	-43 500	563 800	531 400	28%	17.4
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	-5 400	-104 100	-109 500	531 500	-105 300	-58 500	367 700	258 200	8%	3.4
	Danemark	0	-42 900	-42 900	566 300	-253 600	0	312 700	269 800	14%	7.3
	Estonie	0	-33 500	-33 500	243 400	-66 200	-3 900	173 300	139 800	15%	5.2
	Finlande ¹	0	-39 100	-39 100	530 100	-177 200	-49 500	303 400	264 300	16%	7.8
	France ¹	-5 300	-42 700	-48 000	624 800	-147 300	-85 200	392 300	344 300	16%	8.2
	Allemagne	-4 000	-43 600	-47 600	771 500	-236 900	-137 000	397 600	350 000	16%	8.4
	Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	-11 700	-39 400	-51 100	614 900	-92 200	-113 800	408 900	357 800	17%	8.0
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	-2 100	-35 800	-37 900	1 015 800	-417 600	-40 700	557 500	519 600	28%	14.7
	Israël	-8 700	-15 200	-23 900	576 900	-130 900	-64 100	381 900	358 000	31%	16.0
	Italie ¹	-4 000	-25 800	-29 800	467 900	-188 900	-45 900	233 100	203 300	9%	7.8
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	-7 000	-26 400	-33 400	354 500	-39 300	-30 100	285 100	251 700	20%	8.5
	Lettonie ²	-11 200	-17 700	-28 900	211 400	-47 500	-23 200	140 700	111 800	15%	4.9
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg ^{2,3}	0	-67 600	-67 600	687 400	-208 900	-85 400	393 100	325 500	14%	5.8
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande ¹	-19 000	-43 800	-62 800	422 200	-125 600	0	296 600	233 800	12%	4.7
	Norvège	0	-57 300	-57 300	455 300	-142 900	-37 300	275 100	217 800	9%	4.8
	Pologne	-3 000	-72 100	-75 100	579 200	-51 200	-103 200	424 800	349 700	13%	5.7
	Portugal	-11 100	-43 700	-54 800	483 800	-146 100	-53 200	284 500	229 700	10%	5.2
	République slovaque	-7 500	-47 500	-55 000	376 300	-60 600	-50 400	265 300	210 300	10%	4.8
	Slovénie	-4 800	-59 100	-63 900	578 000	-118 700	-127 700	331 600	267 700	11%	5.2
	Espagne	-14 900	-29 200	-44 100	401 400	-95 200	-25 500	280 700	236 600	14%	6.4
	Suède	0	-43 100	-43 100	241 400	-93 000	-11 300	137 100	94 000	6%	3.2
	Suisse	-12 800	-72 300	-85 100	741 000	-144 000	-46 100	550 900	465 800	14%	6.5
	Turquie ^{2,3}	-3 000	-10 200	-13 200	268 200	-53 400	-40 200	174 600	161 400	23%	13.2
	Royaume-Uni	-53 600	-33 800	-87 400	433 200	-84 100	-50 900	298 200	210 800	10%	3.4
	États-Unis	-40 200	-34 400	-74 600	998 100	-259 700	-76 400	662 000	587 400	20%	8.9
	Moyenne OCDE	-10 000	-42 900	-52 900	534 600	-140 500	-54 000	340 100	287 200	15%	6.4
	Moyenne UE22	-4 600	-48 300	-52 900	537 900	-154 300	-63 900	319 700	266 800	13%	6.0

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs. Les coûts et bénéfices se cumulent au cours de la vie active et sont transférés au début de l'investissement.

1. Année de référence : 2017.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

3. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

Tableau A5.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2018)

Par comparaison avec les femmes diplômées du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Coûts directs	Manque à gagner	Coût total	Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)			Bénéfice total	Rendement financier net	Taux de rendement interne	Rapport bénéfice/coût
					Avantage salarial brut	Effet de l'impôt sur le revenu	Effet des cotisations sociales				
					(4)	(5)	(6)				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (7) + (3)	(9)	(10) = (7)/(3)		
Australie	-36 900	-24 200	-61 100	429 900	-132 400	0	297 500	236 400	13%	4.9	
Autriche	0	-55 600	-55 600	427 500	-92 400	-82 500	252 600	197 000	9%	4.5	
Belgique	-1 800	-48 000	-49 800	533 900	-168 200	-102 300	263 400	213 600	14%	5.3	
Canada	-14 600	-15 300	-29 900	394 900	-73 800	-30 800	290 300	260 400	24%	9.7	
Chili ¹	-16 600	-8 000	-24 600	391 800	-3 000	-27 400	361 400	336 800	30%	14.7	
Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque	-5 400	-70 500	-75 900	321 600	-61 100	-35 400	225 100	149 200	8%	3.0	
Danemark	0	-21 200	-21 200	348 300	-136 600	0	211 700	190 500	22%	10.0	
Estonie	0	-19 600	-19 600	224 500	-40 400	-3 600	180 500	160 900	26%	9.2	
Finlande ¹	0	-30 200	-30 200	377 800	-107 900	-35 200	234 700	204 500	19%	7.8	
France ¹	-5 300	-31 600	-36 900	426 700	-79 500	-61 200	286 000	249 100	19%	7.8	
Allemagne	-4 000	-41 200	-45 200	452 900	-106 000	-93 400	253 500	208 300	12%	5.6	
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Hongrie	-11 700	-31 500	-43 200	313 000	-47 000	-57 900	208 100	164 900	12%	4.8	
Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Irlande	-2 100	-17 800	-19 900	654 400	-182 800	-28 600	443 000	423 100	56%	22.3	
Israël	-8 700	-11 700	-20 400	372 200	-50 600	-37 400	284 200	263 800	31%	13.9	
Italie ¹	-4 000	-17 800	-21 800	357 200	-108 900	-33 900	214 400	192 600	14%	9.8	
Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Corée	-7 000	-25 800	-32 800	237 800	-11 600	-20 200	206 000	173 200	20%	6.3	
Lettonie ²	-11 200	-9 600	-20 800	193 500	-39 600	-21 300	132 600	111 800	18%	6.4	
Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Luxembourg ^{2,3}	0	-52 000	-52 000	522 800	-129 400	-64 900	328 500	276 500	15%	6.3	
Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
Nouvelle-Zélande ¹	-19 000	-33 600	-52 600	349 200	-82 200	0	267 000	214 400	16%	5.1	
Norvège	0	-32 100	-32 100	431 700	-100 200	-35 400	296 100	264 000	19%	9.2	
Pologne	-3 000	-42 700	-45 700	422 900	-34 700	-75 400	312 800	267 100	17%	6.8	
Portugal	-11 100	-37 400	-48 500	375 600	-100 200	-41 300	234 100	185 600	10%	4.8	
République slovaque	-7 500	-29 000	-36 500	236 900	-36 300	-31 800	168 800	132 300	10%	4.6	
Slovénie	-4 800	-27 300	-32 100	459 100	-87 300	-101 500	270 300	238 200	15%	8.4	
Espagne	-14 900	-18 400	-33 300	369 600	-75 500	-23 500	270 600	237 300	17%	8.1	
Suède	0	-26 700	-26 700	236 200	-51 000	-16 500	168 700	142 000	11%	6.3	
Suisse	-12 800	-73 800	-86 600	509 600	-71 900	-31 700	406 000	319 400	13%	4.7	
Turquie ^{2,3}	-3 000	-4 500	-7 500	254 400	-35 700	-38 200	180 500	173 000	36%	24.1	
Royaume-Uni	-53 600	-25 900	-79 500	388 100	-71 600	-43 800	272 700	193 200	12%	3.4	
États-Unis	-40 200	-17 300	-57 500	667 000	-133 400	-51 000	482 600	425 100	21%	8.4	
Moyenne OCDE	-10 000	-30 000	-40 000	389 400	-81 700	-40 900	266 800	226 800	19%	6.7	
Moyenne UE22	-4 600	-33 100	-37 700	381 800	-88 700	-47 900	245 200	207 500	17%	6.5	

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs. Les coûts et bénéfices se cumulent au cours de la vie active et sont transférés au début de l'investissement.

1. Année de référence : 2017.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

3. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

Tableau A5.3. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2018)

Par comparaison avec les hommes diplômés du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Coûts directs (1)	Manque à gagner fiscal sur les revenus (2)	Coût total (3) = (1) + (2)	Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)		Bénéfice total (6) = (4) + (5)	Rendement financier net (7) = (6) + (3)	Taux de rendement interne (8)	Rapport bénéfice/coût (9) = (6)/(3)
					Effet de l'impôt sur le revenu (4)	Effet des cotisations sociales (5)				
	Australie	-29 100	-8 200	-37 300	155 800	0	155 800	118 500	9%	4.2
	Autriche	-73 100	-23 600	-96 700	200 400	114 600	315 000	218 300	7%	3.3
	Belgique	-61 200	-32 400	-93 600	225 200	85 400	310 600	217 000	8%	3.3
	Canada	-44 000	-10 600	-54 600	131 800	16 500	148 300	93 700	7%	2.7
	Chili ¹	-15 800	-1 200	-17 000	14 000	43 500	57 500	40 500	8%	3.4
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	-51 600	-36 800	-88 400	105 300	58 500	163 800	75 400	5%	1.9
	Danemark	-94 100	-25 600	-119 700	253 600	0	253 600	133 900	5%	2.1
	Estonie	-52 800	-5 500	-58 300	66 200	3 900	70 100	11 800	3%	1.2
	Finlande ¹	-72 900	-8 100	-81 000	177 200	49 500	226 700	145 700	7%	2.8
	France ¹	-53 300	-12 200	-65 500	147 300	85 200	232 500	167 000	8%	3.5
	Allemagne	-78 600	-21 300	-99 900	236 900	137 000	373 900	274 000	9%	3.7
	Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	-37 400	-19 800	-57 200	92 200	113 800	206 000	148 800	10%	3.6
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	-37 800	-5 300	-43 100	417 600	40 700	458 300	415 200	17%	10.6
	Israël	-25 000	-600	-25 600	130 900	64 100	195 000	169 400	15%	7.6
	Italie ¹	-38 200	-5 500	-43 700	188 900	45 900	234 800	191 100	8%	5.4
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	-22 500	-2 700	-25 200	39 300	30 100	69 400	44 200	7%	2.8
	Lettonie ²	-23 100	-5 500	-28 600	47 500	23 200	70 700	42 100	8%	2.5
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg ^{2,3}	-184 500	-12 100	-196 600	208 900	85 400	294 300	97 700	4%	1.5
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande ¹	-34 200	-7 700	-41 900	125 600	0	125 600	83 700	8%	3.0
	Norvège	-96 100	-20 800	-116 900	142 900	37 300	180 200	63 300	4%	1.5
	Pologne	-39 400	-24 600	-64 000	51 200	103 200	154 400	90 400	7%	2.4
	Portugal	-33 600	-12 300	-45 900	146 100	53 200	199 300	153 400	8%	4.3
	République slovaque	-37 400	-14 200	-51 600	60 600	50 400	111 000	59 400	6%	2.2
	Slovénie	-51 300	-33 500	-84 800	118 700	127 700	246 400	161 600	7%	2.9
	Espagne	-38 000	-2 000	-40 000	95 200	25 500	120 700	80 700	7%	3.0
	Suède	-87 700	-14 900	-102 600	93 000	11 300	104 300	1 700	2%	1.0
	Suisse	-102 700	-13 500	-116 200	144 000	46 100	190 100	73 900	4%	1.6
	Turquie ^{2,3}	-26 900	-2 000	-28 900	53 400	40 200	93 600	64 700	8%	3.2
	Royaume-Uni	-26 500	-8 400	-34 900	84 100	50 900	135 000	100 100	11%	3.9
	États-Unis	-54 000	-9 600	-63 600	259 700	76 400	336 100	272 500	12%	5.3
	Moyenne OCDE	-54 100	-13 400	-67 500	140 500	54 000	194 500	127 000	8%	2.9
	Moyenne UE22	-60 300	-16 600	-76 900	154 300	63 900	218 200	141 300	7%	2.8

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs. Les coûts et bénéfices se cumulent au cours de la vie active et sont transférés au début de l'investissement.

1. Année de référence : 2017.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

3. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

Tableau A5.4. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2018)

Par comparaison avec les femmes diplômées du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

OCDE	Pays	Coûts directs (1)	Manque à gagner fiscal sur les revenus (2)	Coût total (3) = (1) + (2)	Ventilation de l'avantage salarial (après prise en compte de l'effet lié à l'emploi)		Bénéfice total (6) = (4) + (5)	Rendement financier net (7) = (6) + (3)	Taux de rendement interne (8)	Rapport bénéfice/coût (9) = (6)/(3)
					Effet de l'impôt sur le revenu (4)	Effet des cotisations sociales (5)				
	Australie	-29 100	-4 300	-33 400	132 400	0	132 400	99 000	11%	4.0
	Autriche	-73 100	-12 300	-85 400	92 400	82 500	174 900	89 500	5%	2.0
	Belgique	-61 200	-23 200	-84 400	168 200	102 300	270 500	186 100	9%	3.2
	Canada	-44 000	-6 700	-50 700	73 800	30 800	104 600	53 900	6%	2.1
	Chili ¹	-15 800	-600	-16 400	3 000	27 400	30 400	14 000	5%	1.9
	Colombie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	République tchèque	-51 600	-23 400	-75 000	61 100	35 400	96 500	21 500	3%	1.3
	Danemark	-94 100	-13 300	-107 400	136 600	0	136 600	29 200	3%	1.3
	Estonie	-52 800	-2 800	-55 600	40 400	3 600	44 000	-11 600	1%	0.8
	Finlande ¹	-72 900	-4 300	-77 200	107 900	35 200	143 100	65 900	5%	1.9
	France ¹	-53 300	-9 000	-62 300	79 500	61 200	140 700	78 400	6%	2.3
	Allemagne	-78 600	-16 600	-95 200	106 000	93 400	199 400	104 200	5%	2.1
	Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Hongrie	-37 400	-15 900	-53 300	47 000	57 900	104 900	51 600	5%	2.0
	Islande	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Irlande	-37 800	-300	-38 100	182 800	28 600	211 400	173 300	13%	5.5
	Israël	-25 000	-400	-25 400	50 600	37 400	88 000	62 600	10%	3.5
	Italie ¹	-38 200	-800	-39 000	108 900	33 900	142 800	103 800	7%	3.7
	Japon	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Corée	-22 500	-2 600	-25 100	11 600	20 200	31 800	6 700	3%	1.3
	Lettonie ²	-23 100	-2 300	-25 400	39 600	21 300	60 900	35 500	7%	2.4
	Lituanie	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Luxembourg ^{2,3}	-184 500	-8 300	-192 800	129 400	64 900	194 300	1 500	2%	1.0
	Mexique	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Pays-Bas	m	m	m	m	m	m	m	m	m
	Nouvelle-Zélande ¹	-34 200	-5 100	-39 300	82 200	0	82 200	42 900	6%	2.1
	Norvège	-96 100	-8 400	-104 500	100 200	35 400	135 600	31 100	3%	1.3
	Pologne	-39 400	-14 400	-53 800	34 700	75 400	110 100	56 300	6%	2.0
	Portugal	-33 600	-4 600	-38 200	100 200	41 300	141 500	103 300	8%	3.7
	République slovaque	-37 400	-7 300	-44 700	36 300	31 800	68 100	23 400	4%	1.5
	Slovénie	-51 300	-15 800	-67 100	87 300	101 500	188 800	121 700	7%	2.8
	Espagne	-38 000	-1 300	-39 300	75 500	23 500	99 000	59 700	6%	2.5
	Suède	-87 700	-9 100	-96 800	51 000	16 500	67 500	-29 300	1%	0.7
	Suisse	-102 700	-12 600	-115 300	71 900	31 700	103 600	-11 700	2%	0.9
	Turquie ^{2,3}	-26 900	-800	-27 700	35 700	38 200	73 900	46 200	7%	2.7
	Royaume-Uni	-26 500	-6 400	-32 900	71 600	43 800	115 400	82 500	11%	3.5
	États-Unis	-54 000	-5 300	-59 300	133 400	51 000	184 400	125 100	9%	3.1
	Moyenne OCDE	-54 100	-7 900	-62 000	81 700	40 900	122 600	60 600	6%	2.0
	Moyenne UE22	-60 300	-9 700	-70 000	88 700	47 900	136 600	66 600	6%	2.0

Remarque : Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les prêts d'études ne sont pas compris dans les coûts directs. Les coûts et bénéfices se cumulent au cours de la vie active et sont transférés au début de l'investissement.

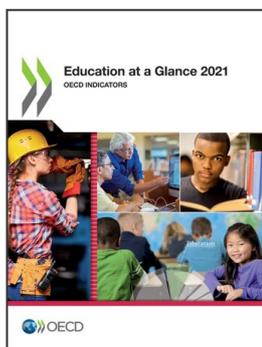
1. Année de référence : 2017.

2. Les calculs se basent sur les rémunérations nettes, car les rémunérations brutes ne sont pas disponibles.

3. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

Source : OCDE (2021). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (https://www.oecd.org/education/education-at-a-glance/EAG2021_Annex3_ChapterA.pdf).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.



Extrait de :
Education at a Glance 2021
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/b35a14e5-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2021 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/bc6608ab-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.